



Rapport d'activités 2025-2026

Observatoire des multinationales

Le média qui expose les pouvoirs économiques

L'ANNÉE ÉCOULÉE EN SIX MOMENTS CLÉS



1. Capgemini et ICE

[Nos révélations](#) de janvier 2026 sur le contrat passé avec la police anti-migrants de Trump, coupable de multiples atteintes aux droits, forcent le groupe à annoncer son désinvestissement.



2. Les enseignes Relay forcées de réagir

Après [notre enquête](#) de juin 2026 sur leur instrumentalisation par Vincent Bolloré, suivie d'une pétition, les magasins Relay ont annoncé une charte de pluralisme et délisté un magazine d'extrême droite.



3. Shein et Christophe Castaner

Suite à [notre signalement](#), Shein et l'ex ministre de l'Intérieur font l'objet d'une enquête de la HATVP à l'automne 2025 et sont contraints à plus de transparence.



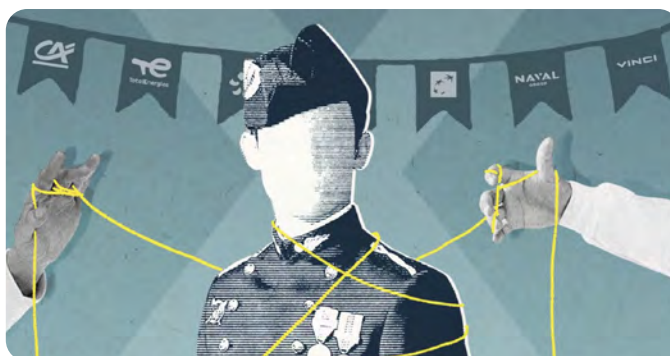
4. Un vrai débat informé sur les datacenters

Alors que les nouveaux projets de centre de données se multiplient en France, souvent sans véritable information, [notre série d'enquêtes](#) aide les élus locaux, les journalistes et les citoyens à identifier les acteurs et les enjeux et imposer un vrai débat public.



5. L'empire Stérin en lumière

[Notre cartographie](#) des investissements du milliardaire réactionnaire d'octobre 2025 est abondamment utilisée par des organisations et collectifs sur le terrain, ainsi que dans le cadre d'une commission d'enquête parlementaire. Certains acteurs soutenus par Stérin coupent leurs liens avec lui.



6. Multinationales dans les grandes écoles

Inspirés entre autres par [notre enquête](#) sur Polytechnique, des étudiants se mobilisent contre l'influence des entreprises dans leurs écoles, et nous aidons à la naissance d'un nouveau collectif sur le sujet, le projet EIES.

Notre impact: du journalisme, et plus que du journalisme

→ Issu de la sphère des médias indépendants, l'Observatoire des multinationales a pour mission fondamentale l'information - une information rigoureuse et indépendante au service de la démocratie et des valeurs de justice sociale et écologique.

→ Si nous ne nous engageons pas directement dans des activités de plaidoyer ou dans des campagnes, en revanche nous assumons de pratiquer un journalisme engagé et militant. Dans le monde qui est le nôtre, mettre en lumière les véritables pratiques des grands acteurs économiques et questionner l'influence de l'argent n'a rien d'anodin. Cela va à l'encontre d'une machine bien huilée de communication destinée à soigner l'image des entreprises et à entretenir l'impression qu'il n'y a pas d'alternative sérieuse.

→ Révéler ce que les puissants veulent cacher, aller voir la réalité des pratiques derrière les beaux discours, pointer les problèmes et les abus et montrer qu'ils n'ont rien de naturel ni d'inéluctable... C'est notre mission de journalistes et elle est, en tant que telle, essentielle. Mais évidemment nous nous soucions aussi que notre travail ait des effets, que des lecteurs et lectrices s'en saisissent pour agir, et qu'il se traduise par des changements concrets. Nous concevons notre rôle dans une perspective de changement à au moins quatre niveaux :

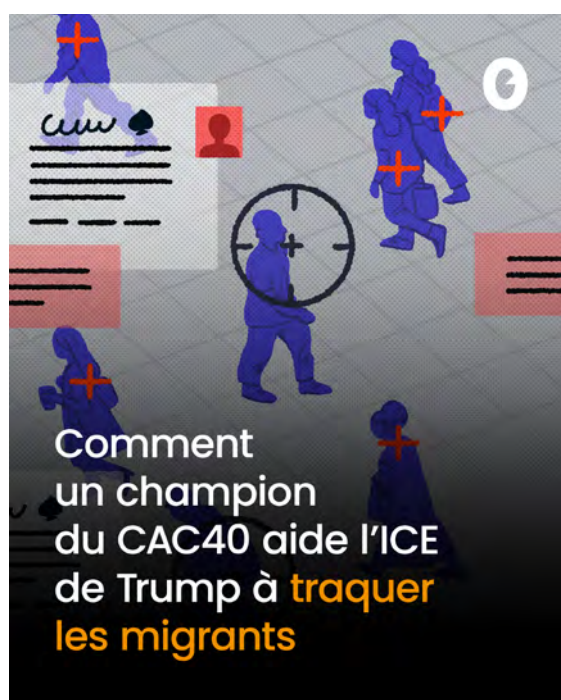
CONTRIBUER À METTRE FIN AUX ABUS AVEC NOS RÉVÉLATIONS ET NOS ENQUÊTES

→ Quand nous enquêtons sur des abus concrets de la part de grandes entreprises ou d'autres acteurs économiques, en France ou dans le reste du monde, le but n'est pas seulement qu'on en parle, mais aussi que ces abus cessent, et que les responsables soient mis face à leurs responsabilités. Ce que nous cherchons à obtenir en alertant le public, mais aussi en ciblant les associations, syndicats et autres groupes qui peuvent se mobiliser.

→ **En 2025-2026, par exemple, nos révélations sur le contrat passé par Capgemini avec ICE, largement reprises dans d'autres médias, ont suscité une forte mobilisation au sein même de l'entreprise, et dans le grand public en général. L'entreprise a**

réuni son conseil d'administration en urgence un week-end et a annoncé son désinvestissement de la filiale concernée. Nous continuons à suivre de près cette affaire.

→ **Notre enquête sur l'instrumentalisation politique des magasins Relay par Vincent Bolloré a donné lieu à des articles de presse, des actions militantes, et au lancement d'une pétition citoyenne signée par des dizaines de milliers de personnes demandant à la SNCF de mettre fin au monopole de l'enseigne dans les gares. Quelques semaines plus tard, Relay a annoncé une nouvelle charte de pluralisme censée mettre fin aux biais dans le choix des livres mis en avant, et a délisté un magazine d'extrême droite.**



OUTILLER ET SOUTENIR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, LES GROUPES CITOYENS ET LES AUTRES MÉDIAS

→ En levant le voile sur des acteurs peu ou pas connus qui œuvrent contre la justice économique et écologique et contre la démocratie et en analysant leurs stratégies, leurs ressources, leurs alliés et leurs motivations, nous donnons des informations importantes et utiles pour les exposer et pour leur résister. Nous le faisons à travers des enquêtes, mais aussi des formats plus accessibles, infographies et vidéos par exemple, qui puissent facilement être relayés et réutilisés. Dans certains cas, cela passe par des partenariats, des prestations ou des appuis informels ponctuels avec d'autres médias ou des organisations de la société civile. Notre offre de formations s'inscrit aussi dans cette démarche.

→ En 2025-2026, par exemple, nos enquêtes sur les empires économiques et les réseaux des milliardaires réactionnaires Pierre-Edouard Stérin et Vincent Bolloré, déclinés sous différents formats, ont servi aussi bien à d'autres médias, pour mieux connaître ces acteurs qui aiment avancer cachés, qu'à des groupes citoyens et des organisations engagés dans la lutte contre l'influence de l'extrême droite. Ils ont inspiré de nombreuses actions et interpellations, forçant des sociétés ou associations soutenues par ces hommes d'affaires à s'en désolidariser. Nos travaux sur « l'empire Stérin » ont également été utilisés dans la commission d'enquête sénatoriale sur le financement de l'éducation et de la culture.

→ En même temps que nous avons lancé notre enquête sur la place des multinationales à Polytechnique, nous avons aidé à la naissance du projet « Entreprises illégitimes dans l'enseignement supérieur » (EIES), porté par un collectif d'étudiants, pour systématiser ce travail de mise en lumière. Nous continuons à enquêter sur le sujet et à participer aux débats initiés au sein de différentes grandes écoles.

→ Depuis le début de la guerre en Iran, le débat fait à nouveau rage sur les « superprofits pétroliers » et en particulier ceux de TotalEnergies et leur juste taxation. Nous avons contribué à ces discussions en actualisant nos analyses de 2022, lorsque ce sujet avait déjà été abondamment discuté après l'invasion russe de l'Ukraine, et en révélant l'ampleur des profits spéculatifs de TotalEnergies réalisés dans des paradis fiscaux et dopés par les contextes de guerre ou de crise. Des éléments ensuite largement repris dans les débats politiques et médiatiques sur le sujet.

UTILISER LES LEVIERS EXISTANTS POUR OBLIGER LES ACTEURS ÉCONOMIQUES À RESPECTER LES RÈGLES DU JEU

→ Demandes d'accès à l'information, signalements aux autorités de contrôle, contribution à des commissions d'enquête parlementaires... En plus

de ses enquêtes, l'Observatoire des multinationales utilise les mécanismes de droit existants pour prolonger son action et rendre effectifs la transparence et le droit à l'information qui sont au cœur de sa mission.

→ En 2025-2026, par exemple, suite à notre signalement sur le lobbying de Shein contre le projet de loi fast-fashion et sur le rôle trouble de Christophe Castaner, la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) a ouvert une enquête largement médiatisée, qui a obligé Christophe Castaner, Shein et d'autres acteurs de ce dossier à divulguer davantage d'informations sur leurs activités d'influence.

METTRE DANS LE DÉBAT PUBLIC DES THÈMES ET DES ENJEUX NÉGLIGÉS DES AUTRES MÉDIAS, CONTRIBUER À LA RÉFLEXION POUR ROUVRIRE LES POSSIBLES

→ Certains enjeux de fond peuvent rester négligés par les autres médias et ignorés du grand public parce qu'ils paraissent techniques, parce que l'information concrète manque, ou parce qu'ils vont à l'encontre des narratifs favorisés par les milieux d'affaires. Média d'investigation spécialisé, l'Observatoire a aussi pour rôle de travailler à faire émerger des sujets en amont, en prenant le temps nécessaire, jusqu'à ce qu'ils finissent par émerger dans le débat politique plus large. C'est ce que nous avons fait dans le passé avec la question de la remunicipalisation des services publics ou encore du « pognon de dingue » des aides publiques aux entreprises, en contribuant à changer les discours dominants.

En 2025-2026, nous avons continué à alimenter et soutenir les travaux et propositions de plusieurs acteurs associatifs et politiques sur la question des aides publiques aux entreprises, qui a fait l'objet d'une commission d'enquête sénatoriale. Nous avons aussi continué à alimenter le débat sur la question des « portes tournantes » public-privé et leur nécessaire régulation, un combat repris ces derniers mois par d'autres acteurs.

Notre audience

L'Observatoire des multinationales est un média expert. Son public principal est composé d'autres journalistes, de militants ou cadres de la société civile, de cadres politiques ou économiques ou de consultants ou analystes extra-financiers. Nos publications peuvent ponctuellement toucher un public large directement, mais le plus souvent à travers leur reprise par d'autres médias ou par des personnalités publiques ou d'autres organisations.

Nous avons pour spécificité de diffuser ses publications par plusieurs canaux à la fois :

→ directement via son site web observatoire-desmultinationales.org, sous la forme d'articles ou de rapports. Il a reçu 1 million de visites en 2025.

→ à travers des partenariats avec des médias ou des organisations de la société civile qui (re) publient ses contenus et/ou les portent auprès des décideurs.

→ à travers la couverture de ses publications par des médias français et internationaux. Les publications 2025-2026 de l'Observatoire ont ainsi fait l'objet d'articles, entre autres, dans Le Monde, Libération, L'Humanité, Socialter, Blast, Reporterre, Vert, Politis, France Culture, France Inter, RTL, BFM... et font régulièrement l'objet de dépêches AFP. Cette année, la presse internationale (New York Times, Guardian...) a relayé nos révélations sur le contrat de Capgemini avec ICE. Voir la page dédiée de notre site pour un aperçu plus complet.

→ via les réseaux sociaux: 13000 abonnés sur Facebook, 6600 sur Instagram (+150% sur un an), 4800 sur Bluesky (+50%), LinkedIn (2500), Mastodon (1100).

→ en personne, à travers nos activités, nos formations et nos événements.



Nos principales activités et réalisations en 2025 et 2026



Tech et IA : une nouvelle priorité pour l'Observatoire des multinationales

Le secteur de la tech est devenu incontournable non seulement du point de vue économique, mais aussi du point de vue politique. Les valorisations boursières stratosphériques et l'alliance nouée par les milliardaires de la Silicon Valley avec l'administration Trump est le signe que nous sommes face à une volonté d'accaparement et de domination inédite qui cible désormais directement l'intégrité de nos démocraties.

C'est une véritable fuite en avant aussi bien écologique que financière à laquelle nous assistons. Mais les géants de la tech trouvent trop facilement des alliés du côté des acteurs financiers, des dirigeants d'autres entreprises et des gouvernements. Le tout au nom d'une conception mystificatrice de la « technologie », présentée comme univoque et inéluctable.

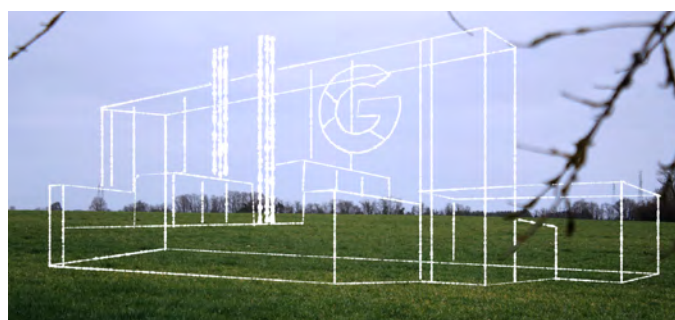
C'est donc ; même s'il recoupe largement notre autres axes de travail sur l'écologie, le lobbying, la justice économique et l'extrême droite ; un nouveau sujet à part entière pour l'Observatoire des multinationales.

EXTRÊME TECH

En octobre 2025, l'Observatoire des multinationales lance « Extrême Tech », une nouvelle série d'enquêtes sur l'influence des droites dures (libertariennes, intégristes, suprémacistes, technofascistes) dans le secteur de la tech, en France et aux États-Unis. C'est dans ce cadre que nous avons passé au crible l'empire économique et politique de l'homme d'affaires d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin, ainsi que ses réseaux dans

le secteur des start-ups. Nous nous sommes aussi penchés sur certains patrons français des cryptomonnaies. De l'autre côté de l'Atlantique, nous nous sommes penchés les multiples liens entre la Silicon Valley et l'administration Trump ainsi que sur la multinationale Palantir, devenue l'emblème du « techno-fascisme » assumé.

[Nos enquêtes à ce sujet](#)



DERRIÈRE LE BOOM DES DATACENTERS

Au nom de la « souveraineté numérique », le gouvernement veut favoriser l'implantation de centres de données géants sur le territoire français. Une politique qui semble largement inspirée par les Big Tech et dont ils seront les premiers bénéficiaires, avec le secteur financier. Une série d'enquêtes sur la face cachée du boom des datacenters, traitant aussi bien projets concrets que du tableau d'ensemble avec la question classique : quels en seront les véritables bénéfices, et pour qui ? Et quels en seront les coûts ?

[Nos enquêtes à ce sujet](#)

START-UPS, LOBBYS ET MACRONIE

Dans cette série d'enquêtes, nous nous plongeons dans les méandres de la « French Tech » et de ses relations étroites avec la sphère politique. Ministres reconvertis en startupper, zones grises entre public et privé, conflits d'intérêts... Le prétexte de « l'innovation » (pas toujours très probante au demeurant) est souvent utilisé pour promouvoir des lois et des régulations favorables à l'enrichissement de quelques-uns, et qui rognent sur les droits et les libertés individuelles et collectives.

[Nos enquêtes à ce sujet](#)



Lobbys et démocratie

POLYTECHNIQUE, UNE ÉCOLE D'ÉTAT SOUS EMPRISE

Organes de gouvernance, chaires, partenariats, start-ups, associations d'élèves et d'anciens élèves... La place croissante des grandes entreprises à tous les niveaux de l'École polytechnique et leur influence sur le contenu de la recherche et de l'enseignement posent question dans un contexte d'urgence climatique. Un constat qui vaut aussi pour d'autres grands écoles. Rapport d'enquête publié en septembre 2025.

[Nos enquêtes à ce sujet](#)

DÉRÉGULATIONS « MADE IN EU »

Depuis la prise de fonctions de la nouvelle Commission fin 2024, l'Union européenne s'est embarquée dans un vaste programme de démantèlement de ses régulations écologiques, mais aussi sociales, financières ou encore numériques. Le tout sous les applaudissements de l'extrême droite et des lobbys industriels. L'Observatoire des multinationales alerte sur les enjeux dans une série d'enquêtes et d'articles explicatifs, élaborés en lien avec nos partenaires européens.

[Notre enquête à ce sujet](#)

SHEIN ET « PORTES TOURNANTES »

Suite à notre signalement à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique, l'ex ministre Christophe Castaner a été contraint de faire (un peu) la transparence sur son embauche par Shein et la loi « fast-fashion ». Une affaire qui illustre les lacunes persistantes de l'encadrement des « portes tournantes » en France.

[Notre enquête à ce sujet](#)



Justice économique

SUPERPROFITS DE TOTALENERGIES

Le conflit en Iran, comme l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, a entraîné des bénéfices record pour TotalEnergies et la plupart des autres majors pétrolières, relançant le débat sur la taxation de ces « superprofits ». Débat qui n'a malheureusement pas beaucoup avancé depuis 2022. Dans une série d'enquêtes, nous nous penchons sur les flux financiers et la fiscalité du groupe TotalEnergies pour « débunker » les arguments invoqués contre cette taxation.

[Notre enquête à ce sujet](#)

LE MÉCÉNAT : GÉNÉROSITÉ PRIVÉE OU CADEAU DE L'ÉTAT AUX ENTREPRISES ET AUX MILLIARDAIRES ?

Les « dons » des entreprises aux institutions culturelles et scientifiques et aux associations augmentent année après année, encouragés par la fiscalité « la plus favorable au monde ». Le coût pour les finances publiques : 1,7 milliard d'euros par an, et une influence croissante du secteur privé sur l'orientation de la culture, de la recherche et de l'action associative, en toute opacité. En sortons-nous vraiment gagnants au final ? L'Observatoire des multinationales sonne l'alarme à travers une série d'enquêtes.

[Notre enquête à ce sujet](#)

AIDES PUBLIQUES AUX GRANDES ENTREPRISES

Comment des entreprises qui touchent des aides publiques peuvent-elles continuer à supprimer des emplois tout en augmentant leurs dividendes ? C'est la question que nous posons depuis 2020 à travers notre initiative « Allô Bercy », et qui a été posée en 2025 par une commission d'enquête sénatoriale, à laquelle l'Observatoire ne pouvait pas manquer de s'intéresser de près.

[Notre enquête à ce sujet](#)



Climat et écologie

DIX ANS DE L'ACCORD DE PARIS

À l'occasion du dixième anniversaire de l'Accord de Paris sur le climat, l'Observatoire des multinationales a dressé le bilan des progrès accomplis ; ou non ; par les groupes du CAC 40 en matière de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. Le chemin semble encore très long pour décarboner réellement le modèle productif et commercial des grandes entreprises françaises, et rares sont celles qui ont pris des mesures concrètes à la hauteur de leurs discours.

[Notre enquête à ce sujet](#)

COP30 AU BRÉSIL

Après une série de conférences climat organisées dans des États pétroliers comme Dubaï ou l'Azerbaïdjan, la COP30 de novembre 2025 au Brésil bénéficie de l'image positive du gouvernement Lula, qui a fait de la protection de la forêt amazonienne une priorité. Mais l'annonce de forages pétroliers en Amazonie et la présence encore massive des multinationales, y compris du secteur des énergies fossiles comme TotalEnergies, ont projeté une ombre négative sur l'événement, dans un contexte international déjà très défavorable.

[Notre enquête à ce sujet](#)



Extrême droite et milieux d'affaires

L'INTERNATIONALE RÉACTIONNAIRE

Dans la lignée de ses révélations sur le réseau Atlas, l'Observatoire des multinationales élargit la perspective en enquêtant sur d'autres réseaux formels ou informels de «l'internationale réactionnaire», tout aussi problématiques, souvent eux aussi mal connus: libertariens, nationalistes, fondamentalistes chrétiens, populistes, «Tech bros», pro-russes etc. L'objectif? Permettre de mieux connaître ces réseaux, leurs financements, leurs méthodes, leurs objectifs, les narratifs et la guerre culturelle et politique qu'ils mènent, ainsi que les intérêts économiques qu'ils servent ou avec lesquels ils s'allient. Mais aussi et surtout quels sont leurs partenaires et alliés en France, et comment l'extrême droite française est renforcée et influencée par des réseaux et intérêts «étrangers» et en imitent les méthodes, à rebours de ses discours nationalistes et de sa prétention à être au plus près du peuple. Les enquêtes sont complétées par une série de vidéos pédagogiques.

[Nos enquêtes à ce sujet](#)



TRUMP

Le retour aux affaires de Donald Trump a galvanisé les forces les plus réactionnaires, et entraîne une reconfiguration profonde de la donne géopolitique et des relations entre l'économie et le politique, l'argent et le pouvoir. Dans cette série d'enquêtes, nous nous penchons sur le fonctionnement du nouveau pouvoir trumpien, sur ses répercussions de ses politiques en France et en Europe, et sur le positionnement des grands groupes français.

[Nos enquête à ce sujet](#)

[Notre série extrême tech](#)



Mais aussi

TERRITOIRES D'INFLUENCE, TERRITOIRES DE RÉSISTANCE

À l'occasion des élections municipales 2026 en France, l'Observatoire des multinationales a proposé une série d'enquêtes sur les stratégies d'influence territoriales des grandes entreprises, en général et sur certains projets spécifiques, mais aussi sur les résistances et les alternatives locales, dans la lignée de nos enquêtes passées sur la remunicipalisation et la relocalisation.

[Nos enquêtes à ce sujet](#)

NOS FORMATIONS

Nous avons accueilli à deux reprises une quinzaine de journalistes et autres acteurs de la société civile pour notre formation «Comment enquêter sur les multinationales?» en janvier et en juin 2026. En avril 2026, une dizaine de personnes ont été formées à «Comment enquêter sur le lobbying?». Nous proposerons l'année prochaine des nouveaux modules de formation en lien avec notre travail sur l'extrême droite et les milieux d'affaires et sur le secteur de la tech.

[À propos de nos formations](#)

Un projet unique au service de la démocratie économique et du droit à l'information

L'Observatoire des multinationales est une association qui a pour objectif, selon ses statuts, de «développer et de promouvoir une information indépendante sur les grandes entreprises et plus généralement sur les pouvoirs économiques, ainsi que sur les relations entre pouvoirs économiques et le pouvoir politique, afin de nourrir le débat démocratique». À ce titre, l'Observatoire est amené à intervenir dans le débat public sur des sujets comme la transparence, l'encadrement du lobbying, le droit à l'information, la responsabilité des multinationales, la concentration du pouvoir économique.

L'Observatoire des multinationales est un média, bénéficiant en France du statut «Informations générales et politiques». Il publie des enquêtes de fond, seul ou avec des partenaires français et internationaux, sur les grands acteurs économiques, leurs impacts et les ressorts de leur pouvoir. Il effectue également un travail de veille et d'alerte sur les abus des grandes entreprises et de décryptage des grands sujets économiques, en s'alignant sur les standards journalistiques d'indépendance et de rigueur.

Enfin, l'Observatoire est un centre de ressources au service des divers acteurs (journalistes, élus, syndicalistes, étudiants, activistes, simples citoyens) qui ont besoin de comprendre les multinationales et leurs pratiques, en proposant des appuis ponctuels, en organisant des formations, en mettant à disposition des outils et plus généralement en œuvrant pour le droit à l'information sur les multinationales et les pouvoirs économiques.

Basé en France, l'Observatoire des multinationales travaille prioritairement; mais pas exclusivement; sur les grandes entreprises françaises, leurs pratiques, leurs impacts et leurs relations avec les autorités publiques nationales; sans négliger pour autant les dimensions européenne et internationale. Nous assumons notre rôle de «veilleur citoyen» ou de «contre-pouvoir» (watchdog en anglais) sur les multinationales françaises. Cela se traduit notamment par notre publication le «véritable bilan du CAC40» et plus généralement par la production de données et d'analyses globales sur les grandes entreprises françaises.

Notre boussole

L'Observatoire des multinationales inscrit son action dans le cadre d'une vision que l'on peut synthétiser par le terme de «démocratie économique». Cette démocratie économique comprend:

L'intégrité démocratique des décisions publiques en matière économique, à travers un vrai débat contradictoire et informé, protégé de la capture par des intérêts privés (ou publics-privés), tenant compte des limites écologiques et des libertés et droits fondamentaux, individuels comme collectifs.

La démocratie au sein des entreprises elles-mêmes et des autres entités économiques (droits syndicaux, voix des salarié-e-s, etc.).

La protection et la promotion du pluralisme des formes d'organisation économique : secteur public, coopératives, économie sociale et solidaire, économie locale, communs, mais aussi petites et moyennes d'entreprises à protéger de la subordination aux multinationales.

Notre organisation et nos finances

Gouvernance

L'association Observatoire des multinationales est gérée de manière collégiale par un conseil d'administration (sans bureau). Les membres du conseil d'administration sont des personnalités issues d'organisations de la société civile, du monde de la recherche et des entreprises qui apportent leur expérience et leur expertise sur nos diverses thématiques de travail, depuis le droit jusqu'aux questions de lobbying ou de fiscalité.

Le conseil d'administration est composé de (au 1er septembre 2025) : association Alter-médias (membre fondateur), Marielle Benchehboune, Flore Berlingen, Michel Capron, Anne Dufresne, Gaïa Febvre, Jean-Philippe Foegle, Marie-Laure Guislain, Sophie Lemaître, Lamia Oualalou, Mathieu Paris, Olivier Petitjean, Martin Pigeon, Jeanne Planche, Dominique Plihon, Eros Sana, Alexis de la Tour du Pin.

Le conseil d'administration est responsable des décisions en matière de budget, de ressources humaines, de grandes orientations stratégiques, de grands projets et de partenariats.

L'équipe de l'association ; composée au 30 juin 2026 de quatre salariés dont un alternant, auxquels s'ajoutent des collaborateurs extérieurs (pigistes) et des stagiaires ; est responsable de la gestion éditoriale du site, sous l'autorité du directeur de publication Olivier Petitjean.

L'adhésion à l'association est ouverte au public, soit au sein d'un collège de membres soutiens, soit par cooptation au sein du collège des membres actifs.

Budget

Pour 2025, le budget de l'Observatoire (recettes) s'élevait à environ 200 000 euros (+30 % par rapport à 2024). À ce stade, le budget prévisionnel 2025 prévoit un niveau très légèrement supérieur de recettes et de dépenses, autour de 210 000 euros.

Les recettes 2025 proviennent pour 30 % de fondations (Charles Léopold Mayer, Un monde par tous), pour 50 % des dons des lecteurs (dont plusieurs grands donateurs), pour 5 % des formations et pour 15 % de prestations, partenariats et soutiens fléchés vers des enquêtes spécifiques.

Les dépenses 2025 ont été consacrées pour 73 % à des rémunérations directes (salariés, stagiaires), pour 11 % à la rémunération de prestataires (graphistes, développeurs, etc.), pour 11 % en frais de fonctionnement divers, et pour 5 % à des dotations aux amortissements.

Notre histoire



OCTOBRE 2013

Lancement de l'Observatoire des multinationales, dans le giron de l'association Alter-médias, editrice du média en ligne Basta!, avec deux enquêtes sur le barrage hydroélectrique Jirau construit par Engie dans l'Amazonie brésilienne et sur Veolia et la privatisation de l'eau en Inde.

NOVEMBRE 2014

« Là pour durer. La vague mondiale de la remunicipalisation de l'eau », le premier rapport publié par l'Observatoire des multinationales, publié avec le Transnational Institute et PSIRU. Il inaugure une série de publications qui met en valeur la résistance à la privatisation des services publics et l'existence d'alternatives viables, ignorées des grands médias.

DÉCEMBRE 2015

La Conférence de Paris sur le climat est l'occasion de plusieurs publications sur l'influence des entreprises dans le sommet, dont des rapports comme le « Lobby Planet spécial COP21 », ou une étude sur les véritables politiques climatiques des grandes entreprises françaises.

NOVEMBRE 2016

L'Observatoire des multinationales réunit des partenaires européens pour créer le réseau ENCO (European Network of Corporate Observatories). Les projets communs s'enchaînent, sur le projet de traité onusien sur la responsabilité des multinationales, sur les lobbys du gaz, sur les résistances locales aux multinationales, sur les minerais critiques.

MARS 2017

Après une longue bataille de lobbying suivie de près par l'Observatoire, l'Assemblée nationale adopte définitivement la loi sur le devoir de vigilance des multinationales, première de son genre au niveau mondial. Premier décryptage de la « stratégie climat » de TotalEnergies, qui sera suivie par d'autres travaux de fond sur le groupe pétrogazier français.

MAI 2018

Publication de la première édition complète du « véritable bilan annuel du CAC 40 » (d'autres éditions suivront en 2019, 2020 et 2022). L'Observatoire se fait une spécialité de la publication de données sur les grands groupes français. La même année, il participe à la bataille contre les procédures bâillons et contre le secret des affaires.

PRINTEMPS 2020

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et de ses suites, l'Observatoire inaugure un travail de long terme sur la question des aides publiques aux entreprises à travers l'initiative « Allô Bercy », qui se traduit par plusieurs enquêtes, articles, un livre et l'organisation d'une « commission d'enquête parlementaire et citoyenne » sur le sujet.

FÉVRIER 2021

Le rapport « Qui veut la peau de la convention citoyenne sur le climat ? » lève le voile sur l'offensive des industriels et de leurs divers alliés contre les propositions des « citoyens » et la manière dont ils ont réussi à imposer une vision techno-solutionniste en utilisant des leviers de lobbying comme les médias, les réseaux sociaux et les think tanks.

SEPTEMBRE 2022

L'Observatoire des multinationales devient une association autonome et refait à cette occasion son site web. Il consolide à cette occasion son offre de formation et s'intéresse pour la première fois au secteur technologique à travers le rapport « GAFAM Nation ».

JUIN 2023

La nouvelle initiative sur les « portes tournantes » public-privé vise à systématiser le travail de l'Observatoire sur ces questions, qui s'est traduit par exemple par des enquêtes sur la « présidence française de l'UE » ou sur les passerelles entre TotalEnergies et l'État français. Cette initiative débouche, entre autres, sur un rapport au printemps 2025 avec des propositions de régulations.

MAI 2024

Le rapport sur le réseau libertarien Atlas et ses partenaires en France inaugure un nouvel axe de travail de l'Observatoire des multinationales sur les liens entre extrême-droite et milieux d'affaires, qui deviendra le projet « FAF40 ».

FÉVRIER 2025

Parution du livre collectif Multinationales. Une histoire du monde contemporain, aux éditions La Découverte.



Pour nous écrire :

Observatoire des multinationales
38, rue Saint-Sabin
75011 Paris

Pour nous suivre :

Mastodon:
[@obs_multinationales](#)

Bluesky:
[obsmultinationales.bsky.social](#)

Facebook:
[@obsmultinationales](#)

Instagram:
[@obs_multinationales](#)

Linkedin:
[@observatoire-des-multinationales](#)

www.observatoiresdesmultinationales.org